



G20 COP24 OPEP : Rien de nouveau sous le soleil

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Mondialisation.ca, 07 décembre 2018

«Mon père chevauchait un chameau, je conduis une Rolls Royce, mon fils vole en jet, son fils chevauchera un chameau.» Proverbe saoudien

En l'espace d'une semaine trois événements planétaires ont eu lieu et on déplacé des centaines de personnes pour faire le point sur la mal vie de la planète. Nous avons sur tout assisté à un président Trump triomphant qui donne le La sur les grandes affaires du monde. Il conclut avec le Mexique et le Canada, il conclut avec la Chine un moratoire de 3 mois, Il impose son protectionnisme aux Européens il dirige d'une main de maître la politique pétrolière mondiale il méprise la réunion sur le climat en clamant que les Etats Unis ne sont pas concernés Il annule un entretien avec Poutine. Tout cela au nom d'un mantra : «*America First*» Deux autres événements ont eu lieu concomitamment la COP 24 dont personne n'attend des résultats spectaculaires et la réunion de l'Opep dont on dit qu'elle est pliée par la volonté de l'empire.

A quoi sert le G20 ?

Mis en place pour faire face aux crises qui touchaient alors plusieurs économies émergentes, le G20 a été créé en 1999 sous la forme de réunions des ministres des finances. Comme Davos forum de coopération économique et financière, la réunion concernait des pays industrialisés et des pays émergents afin de faciliter la concertation économique internationale et de trouver ensemble des solutions aux crises et aux difficultés économiques. En 2008, les dirigeants des pays du G20 se sont pour la première fois réunis au plus haut niveau pour tenter d'apporter une réponse concertée à la crise financière mondiale. Le Groupe des vingt (G20) est un groupe composé de dix-neuf pays et de l'Union européenne s'y ajoutent les institutions de Bretton Woods : le directeur général du FMI, le président de la Banque mondiale, les chefs des banques centrales et les chefs d'État se réunissent annuellement. Les membres du G20 représentent : 85% du PIB mondial 2/3 de la population mondiale 75% du commerce mondial 80% de l'investissement global 92% des dépenses mondiales en R&D et on peut y ajouter 95% des armes produites. Depuis quelques années l'agenda comprend aussi les grands enjeux globaux, comme la lutte contre le terrorisme, la lutte contre le réchauffement climatique, les migrations ou encore la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Voilà pour la prose.

Le G20, qui a débuté vendredi dernier, s'annonçait déjà des plus conflictuels, tant ses membres ont du mal à s'entendre sur les dossiers prioritaires, qu'il s'agisse de la lutte anti-terroriste, de l'accueil des réfugiés ou encore du climat. L'utilité de ce sommet est régulièrement mise en cause. Les résultats du G20 sont comme cela a été prédit. Trump a refusé de rencontrer Poutine. Le seul résultat tangible est l'annonce d'un sursis de 90 jours dans les relations économiques entre la Chine et les Etats Unis

Au G20, un compromis malgré une somme de désaccords et de tensions

Les dirigeants se sont entendus à minima sur le commerce et le climat. Ils ont évité un échec retentissant au sommet du G20. Les États-Unis ne veulent pas entendre parler du dossier climat. Le pire a été évité de justesse. Les dirigeants des principales puissances économiques de la planète ont fini par s'entendre sur un compromis, actant leurs divergences sur le climat mais appelant ensemble à une «réforme de l'Organisation mondiale du commerce [OMC]». Jusqu'au bout du sommet auquel participait un Donald Trump peu enclin au multilatéralisme Ce résultat, pour modeste qu'il soit, permet donc de sauver les apparences. Les Européens ont fait bloc pour tenter d'éviter toute reculade sur la question de la lutte contre le réchauffement climatique par rapport à ce qui avait été acté lors du sommet de Hambourg (Allemagne), en juillet 2017. Dans la déclaration finale, la quasi-totalité des membres du G20 rappelle ainsi l'irréversibilité de l'Accord de Paris. A l'exception des Etats-Unis, qui, sans surprise, confirment leur retrait et disent s'engager en faveur de «la croissance économique, l'accès à l'énergie et la sécurité, en utilisant toutes les technologies et les sources énergétiques disponibles L'impression retenue est qu'il y avait les grands venus régler des problèmes économiques avec à leur tête Trump qui a réussi à faire signer un nouvel accord qui remplace pour les Etats Unis avantageusement l'Alena avec le Mexique et le Canada Dans le même ordre le plus important pour la Chine et les Etats Unis est d'arriver à un accord

«Donald Trump et Xi Jinping ont déclaré samedi une trêve dans leur conflit commercial, qui menace l'économie mondiale, en conclusion d'un sommet du G20 conflictuel à Buenos Aires. Les deux présidents ont «trouvé un accord pour mettre fin à la mise en œuvre de nouveaux droits de douane». Le vice-ministre du commerce, Wang Shouwen, a précisé que Washington renonçait à porter comme prévu de 10% à 25% les droits de douanes sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises - la moitié du total - à partir du 1er janvier. Si les deux pays n'arrivent pas dans ce délai à s'entendre sur des «changements structurels» dans leurs relations commerciales, notamment à propos des transferts «forcés» de technologie et de la propriété intellectuelle, «les droits de douane de 10% seront portés à 25%», a averti dans un communiqué la présidence américaine». (1)

Ce tête-à-tête entre Donald Trump et Xi Jinping a constitué le point d'orgue d'un sommet du G20 au cours duquel les principales économies mondiales ont pu seulement sauver les apparences en accouchant d'un communiqué commun. «C'est le communiqué final le plus faible jamais vu à un G20», a déclaré à l'AFP Thomas Bernes, expert du *Center for International Governance Innovation* «C'était le plus petit dénominateur commun. Cela pose la question de la crédibilité du G20 sur le commerce, mais aussi sur le climat», a-t-il ajouté.

Cet accord de façade est pourtant loin d'avoir résolu tous les points de contentieux. Largement rhétorique, il ne permet pas d'éteindre le feu qui couve avec les Etats-Unis sur le dossier de l'acier. Mais que se passera-t-il si la Maison Blanche ordonne des restrictions unilatérales sur les importations d'acier ? C'est toute la pérennité de l'OMC qui est questionnée et qui, au train où vont les choses, elle est condamnée en même temps que le multilatéralisme auxquels se plient les grandes puissances du fait que les Etats Unis dictent la norme.

Le monde post G20

L'analyste bien connu Pepe Escobar pense que le G20 dans sa dimension actuelle a atteint ses limites. Il reprend l'analyse d'un expert qui prône un multilatéralisme :

« (...) De manière cruciale, Xi Jinping a de nouveau souligné à Buenos Aires que Beijing soutenait les « réformes nécessaires » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais celles-ci devraient protéger les « intérêts » des pays en développement – et la Chine se définit toujours comme un pays en développement. Cela nous amène à une feuille de route qui devrait plaire aux pays du Sud. [Yaroslav Lissovolik](#), ancien responsable de la Deutsche Bank et du FMI, a [proposé](#) au club de discussion de Valdai, qu'il dirige, un format horizontal pour coordonner le commerce et l'intégration des infrastructures: un «R20» (Régional 20) qui « réunirait les poids lourds régionaux les plus importants de l'économie mondiale représentés par 10 blocs régionaux ». (2)

« Cette « voie de connectivité » poursuit Pepe Escobar au format R20, comme le décrit Lissovolik, pourrait devenir la plate-forme essentielle reliant de nombreux projets d'infrastructures en cours, du très ambitieux – et bien financé – New Silk Roads, ou Belt and Road Initiative (BRI) dirigé par la Chine, jusqu'au très vague corridor de croissance Asie – Afrique (AAGC), dirigé par le Japon et l'Inde. Il ne s'agit pas de pays ; il s'agit de blocs commerciaux régionaux. Ils pourraient bien devenir les pierres angulaires d'un monde post-G20 après qu'un bouleversement décisif du système mondial nous sera tombé dessus : lorsque le [pétroroyan](#) éclipsera le dollar ». (2)

La COP 24, Démarrage sans enthousiasme Résultat

Dans ce cadre, la Banque mondiale a d'ores et déjà annoncé la mise en place d'un plan de financement d'environ 200 milliards de dollars de 2021 à 2025 pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre mais aussi à s'adapter aux conséquences des dérèglements climatiques. Le monde doit engager des transformations rapides et sans précédent s'il veut limiter le réchauffement à 1,5 °C, alerte le GIEC dans son dernier rapport. Pour atteindre cet objectif, les émissions de CO₂ devront chuter drastiquement bien avant 2030 (-45 % d'ici 2030). Le monde atteindrait ainsi une «neutralité carbone» en 2050. Un objectif ambitieux au vu des données du *Global Carbon Atlas*, car à ce jour, la hausse des émissions de CO₂ n'a même pas pu être stoppée. Mieux encore on avance le chiffre de 2,5 % . Cela veut dire que globalement, il y a eu 1 milliard de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère

Si la COP en Pologne attire si peu de chefs d'Etat, c'est d'abord parce que les principaux dirigeants du monde viennent de se voir à Buenos Aires au G20. Par ailleurs, ils attendent le sommet de New York en septembre 2019 pour réaffirmer leurs ambitions. Au total pourtant, 200 pays sont réunis en Pologne pour cette 24e Conférence de l'ONU sur le climat, deux mois après l'alerte rouge lancée par les scientifiques du GIEC sur les conséquences catastrophiques du dérèglement climatique. La COP 24 démarre en Pologne, sous pression face à l'urgence climatique.

La 24e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24) s'est ouverte dimanche 2 décembre à Katowice, en Pologne, avec dans tous les esprits l'alerte rouge lancée récemment par les experts scientifiques du GIEC. Désastres climatiques, incidence sur la santé ou les rendements agricoles, concentrations record de CO₂ dans l'atmosphère... «Les impacts du changement climatique n'ont jamais été aussi graves», a martelé la responsable climat de l'ONU Patricia Espinosa. Avec l'accord de Paris en 2015, le monde s'est engagé à limiter la

hausse de la température à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, et idéalement à +1,5°C. Et le récent rapport du Giec a souligné la différence «nette» des impacts entre ces deux objectifs, que ce soit sur les vagues de chaleur ou l'augmentation du niveau des mers. Mais les engagements pris aujourd'hui par les signataires de Paris mèneraient à un monde à +3°C. Ainsi, Donald Trump a répété au G20, samedi en Argentine, son rejet de l'accord de Paris. Le Brésil qui était dans l'accord de la COP 21 se retire et renonce à la COP25, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques prévue en 2019. Cette décision accroît le fossé entre défenseurs de la planète et les «climato-sceptiques».

Les objectifs de diminution de dioxyde de carbone doivent être triplés dans le monde, sinon la température grimpera de 3,2°C, préviennent les Nations unies. Hélas, le pic des émissions mondiales de dioxyde de carbone n'est pas encore atteint! Après trois années de stagnation, de 2014 à 2016, les rejets dans l'atmosphère sont repartis à la hausse l'an dernier (+ 1,2 %), déplore l'Unep, l'agence de l'ONU en charge de l'environnement, dans la dernière édition de son «Emissions Gap Report» (Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions). Plus grave encore, les émissions de gaz à effet de serre auraient encore augmenté cette année, selon les données provisoires du projet de recherche «*Global Carbon Project*», qui sera présenté à Katowice Actuellement, les émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre atteignent 53,7 milliards de tonnes en équivalent de CO2 (en tenant compte du dioxyde de carbone mais aussi du méthane et du protoxyde ... Ceci après l'Accord de Paris dont on nous avait dit qu'il restera dans les annales.

Comble d'ironie la COP 24 se tient à Katowice à quelques kilomètres d'une des mines les plus polluantes au monde. La Pologne déclarant urbi et orbi que son modèle énergétique repose sur le charbon contredisant l'Europe dont elle fait partie. Elle promet de faire un effort pour se stabiliser à 60 % en charbon alors qu'il est de près de 80 % actuellement en 2050 !

Alors que la COP24 a débuté ce dimanche 2 décembre en Pologne, la revue médicale britannique *The Lancet* publie son rapport «Compte à rebours» sur les impacts sanitaires et économiques du réchauffement climatique, qualifié de «plus grande menace du XXIe siècle».

«Fruit de la collaboration de 27 institutions universitaires, agences intergouvernementales et onusiennes, l'étude met en garde contre notre vulnérabilité face à la hausse des températures. Selon les conclusions d'une vaste étude publiée dans la prestigieuse revue médicale *The Lancet*, 157 millions de personnes supplémentaires ont été confrontées à des chaleurs extrêmes en 2017 par rapport à l'an 2000. Il fait de plus en plus chaud et l'air est de plus en plus pollué. Neuf citadins sur 10 respirent un air toxique. La concentration des polluants s'est même aggravée dans 70% des villes entre 2010 et 2016. A cela s'ajoute le décuplement des populations d'insectes. Le potentiel de transmission de la dengue a récemment atteint son plus haut niveau historique. Résultat, nos systèmes de santé, mal préparés, risquent l'asphyxie. L'impact du réchauffement climatique est sanitaire mais aussi économique. En 2017, les événements météorologiques extrêmes nous ont coûté 326 milliards de dollars, presque le triple de 2016. Autre phénomène inquiétant, la baisse des rendements agricoles observés dans 30 pays de différentes régions du globe. Malgré ce sombre tableau, des motifs d'espoir se dessinent : la consommation de charbon ralentit. L'année dernière, l'installation d'énergies renouvelables a même dépassé celle des énergies fossiles. Selon l'ONU, qui vient également de publier un rapport sur le climat, il

faudrait tripler les efforts pour respecter les engagements de l'accord de Paris, à savoir ne pas dépasser 2°C de réchauffement d'ici la fin du siècle. (3)

C'est à se demander ce que proposent les climato-sceptiques eux qui pensent que le CO2 et le méthane ne sont pour rien dans le réchauffement climatique ! S'il est vrai que le CO2 est bénéfique pour la synthèse les quantités émises sont de loin plus importantes que les besoins en terme d'absorption. Quand des millions de personnes meurent de suffocation d'asthme de maladies cardiovasculaire voire de Cancer c'est du à la combustion c'est due au diesel ! En France une information donnée par le président Macron lors de l'installation du Haut Conseil sur le Climat est qu'un français meure toutes les dix minutes de maladies causées par les hydrocarbures 48.000 décès/an plus que tout les autres décès pour atteindre Les hydrocarbures en brûlant produisent de la chaleur que tout étudiant en chimie peut évaluer. Imaginons les 13 milliards de tep sous forme de chaleur. On sait que la combustion de 1000 g de pétrole libère une énergie de 42 millions de Joules, soit 42 millions x 13 000 milliards ou encore 600 milliards de milliards de joules ou encore 150 millions de milliards de Kcal ! à l'échelle de la Terre c'est important parce que nous sommes proches d'un point de bascule au-delà duquel le climat est incontrôlable c'est présentement de multiples dangers

On n'en est plus au diagnostic ! Il faut trouver les voies et moyens de réduire la combustion des énergies fossiles d'où le recours aux énergies renouvelables avec la révolution électrique notamment dans les transports. On pense que 350 millions de voitures rouleront à l'énergie électrique en 2035. C'est une ironie que de penser qu'à Katowice le temple du charbon on fasse preuve d'imagination de sortir du charbon ennemi numéro 1 de tout effort climatique

Partie de poker autour du pétrole au G20

C'est par ses mots que d'une façon prémonitoire Martine Orange de *Médiapart* parle d'une façon pédagogique des enjeux pétroliers. Pour une fois, ce n'est pas lors de la réunion de l'OPEP mais lors du sommet du G20 à Buenos Aires que risquent de se discuter les arbitrages futurs sur le pétrole. Alors que le prix du brut est passé en dessous de 50 dollars, Donald Trump est décidé à profiter de son ascendant pris sur Riyad à la faveur de l'assassinat de Khashoggi pour imposer ses vues. Il y a moins de deux mois, le baril de pétrole était à plus de 80 dollars et déjà des analystes prédisaient qu'il allait très rapidement franchir le seuil symbolique des 100 dollars. Jeudi 29 novembre, le baril de WTI (*West Texas Intermediate*) qui sert de référence sur le marché américain est passé sous la barre des 50 dollars. Le Brent, le pétrole de référence pour l'Europe, est en train de suivre sa trace, approchant lui aussi la barre des 50 dollars. «C'est le pire mois pour le marché pétrolier depuis la crise financière», relèvent des spécialistes du marché pétrolier» (4)

« Alors qu'une réunion de l'OPEP devait se tenir le 6 décembre à Vienne, les spéculations allaient bon train pour savoir les mesures que pourraient prendre les pays du cartel pétrolier pour endiguer la chute des cours, liée à une surproduction évidente. Pourtant, de l'avis des connaisseurs du monde pétrolier, cette fois-ci, ce n'est pas à la réunion de l'OPEP mais lors du sommet du G20 qui s'est tenu à Buenos Aires à partir du 30 novembre que pouvaient se prendre les arbitrages futurs pour le pétrole. Lors de ce sommet, Donald Trump, Vladimir Poutine et Mohammed ben Salmane se sont retrouvés. À eux trois, leurs pays représentent plus du tiers de la production mondiale pétrolière. De leurs désaccords ou de leur capacité de s'entendre dépendait la suite pour le monde pétrolier. Un homme est au centre des tentatives

d'attraction entre la Russie et les États-Unis : le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, qui fera sa première grande sortie officielle depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi» (4).

Le deal Salman Trump avec le spectre de Kashoggi au milieu

Martine Orange s'interroge sur ce que fera Mohamed Ben Selman :

«Maintiendra-t-il l'alliance qu'il a passée de facto avec la Russie depuis 2015 pour limiter la production ou contrôler le marché pétrolier ? Ou cédera-t-il aux sirènes de Donald Trump, qui lui offre la protection de la Maison Blanche ? C'est une des conséquences inattendues de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. En dépit des nombreux indices fournis, y compris par la CIA, Donald Trump refuse de reconnaître l'implication du prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, dans ce meurtre. Mais en contrepartie, Donald Trump exige de Riyad qu'il soutienne ses objectifs de baisse des prix du pétrole» (4).

«Le président Trump milite pour garder des prix bas pendant longtemps et, maintenant, il a un levier politique pour y parvenir», constate la société Petromatri, spécialiste du monde pétrolier. «C'est une décision politique. La dernière chose que les Saoudiens veulent en ce moment est de prendre le risque de déplaire à Trump», explique de son côté un responsable de l'OPEP. Pour s'attirer la bienveillance du président américain, qui veut à tout prix des prix pétroliers bas pour soutenir l'économie américaine, l'Arabie saoudite envoie tous les signaux d'allégeance. En novembre, Riyad a accepté d'augmenter sa production de plus de 1 million de barils par jour □ un record □, en dépit des signes de surproduction manifeste » (4).

« Vendredi 23 novembre, alors que le cours du brut s'effondrait de plus de 8 % en une seule séance, Donald Trump se félicitait de cette chute brutale, qu'il voit comme favorable à l'économie américaine. Dans un de ces tweets dont il a le secret, il s'en attribuait même l'essentiel du mérite : «Les prix du pétrole baissent. Formidable ! Comme la grande réduction des impôts pour l'Amérique et le monde. Profitez-en. 54 dollars. Il était à 82 dollars. Merci à l'Arabie saoudite. Mais il faut que cela aille encore plus bas.» Il faut signaler tout d'abord que le Russie partenaire occasionnelle de l'Opep déclare qu'elle se satisferait d'un baril à 60 \$. Une petite comparaison pour situer la part de la rente dans les budgets des pays producteurs. Il faut un baril à 220 \$ pour le Venezuela 88 \$ pour l'Arabie Saoudite 105,7 \$ pour l'Algérie et à peine 40 \$ pour la Russie. Si les prix reprennent ce ne sera pas le fait des rentiers mais des Etats Unis Cependant écrit Martine Orange aux Etats Unis : «en dix ans, les producteurs de gaz et d'huile de schiste américains ont développé l'équivalent de la production de la Russie. Au fil des jours, ceux-ci se montrent de plus en plus pressants pour en finir avec un prix de pétrole beaucoup trop bas, par rapport à leur endettement parfois stratosphérique. Et leurs récriminations, épaulées par le monde financier, qui redoute d'essuyer d'importantes pertes si la baisse se poursuit, commencent à trouver de nombreux relais auprès des élus » (4).

La donne n'est guère différente pour Riyad.

« Même si le gouvernement saoudien veut bien faire quelques concessions pendant un temps à Donald Trump, il ne peut se permettre de laisser le marché pétrolier en chute libre. La baisse des cours ces dernières années lui a déjà coûté très cher : ses réserves de change ont diminué d'un tiers en quatre ans, pour tomber à 500 milliards de dollars. L'Arabie saoudite estime avoir

besoin d'un cours du pétrole entre 70 et 80 dollars le baril pour réduire ses déficits budgétaires et pouvoir payer sa grande transition économique, décidée justement par MBS, qui vise à l'horizon de 15 ans à sortir le pays du tout-pétrole. Mais à plus court terme, c'est aussi son statut de grand ordonnateur du marché pétrolier mondial qui risque d'être remis en cause, s'il laisse les choses se dégrader. Bon prince Trump «autorise neuf pays à acheter du pétrole iranien : le 6 novembre, le gouvernement américain a décidé que neuf pays, dont la Chine et l'Inde, gros importateurs de pétrole, pourraient continuer de s'approvisionner auprès de Téhéran. Trump aura le beau rôle et avec en prime une chute des prix du pétrole (...) Lors des premières approches, les pays membres du cartel ont demandé à ce que Riyad, considéré comme le fauteur de troubles, soit celui qui fasse le plus d'efforts dans la réduction du volume de pétrole. (..) Déjà, le ministre saoudien du pétrole a prévenu que la production saoudienne diminuerait d'au moins un million de barils par jour en décembre, Les Russes ne semblent plus décidés à faire des efforts importants aux côtés de Riyad pour stabiliser le marché pétrolier. Même si à Buenos Aires Vladimir Poutine a montré sa proximité avec MBS » (4).

Last but not least Le Qatar a annoncé lundi qu'il quitterait le mois prochain l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), afin de se concentrer sur sa production de gaz. C'est dire que l'Opep ne joue plus son rôle. L'Arabie Saoudite n'a personne en face d'elle qui puisse la contredire. Le Venezuela connaît des problèmes internes, la Libye est au bord du chaos, l'Irak se remet difficilement et l'Iran est exclu de fait de l'Opep par Trump, L'Arabie saoudite acceptant de compenser éventuellement le déficit. Dans ces conditions même le passage à Alger de Mohamed Ben Salman n'aura aucune incidence sur les cours »

La décision n'est pas à uniquement à Vienne mais aussi aux Etats Unis

Les producteurs de pétrole de l'Opep vont rendre ce jeudi un verdict fébrilement attendu sur le niveau de baisse de production qu'ils sont prêts à consentir pour enrayer la vertigineuse dégringolade des cours sans provoquer les foudres de Washington attaché à des prix bas. A la veille de la rencontre, le président américain Donald Trump, qui met l'Opep sous pression depuis plusieurs mois, a exhorté le groupe à ne pas faire remonter les prix de l'or noir, alors qu'il souhaite continuer à ménager les consommateurs américains. La majorité des analystes table sur l'annonce d'une réduction de production dont l'ampleur reste la principale inconnue, avec l'objectif de redresser le prix du baril qui tourne désormais autour de 60 dollars pour le baril de Brent - la référence européenne. Le scénario contraire déclencherait selon lui « une frénésie de ventes dans des proportions bibliques et garantirait le retour à une surabondance mondiale de pétrole. La marge de manoeuvre de l'Opep est d'autant plus réduite que les Saoudiens peuvent difficilement se permettre de défier ouvertement le président américain. Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane (MBS) a besoin de la protection de son allié à la Maison-Blanche... mais aussi d'un baril plus cher pour mettre en oeuvre ses réformes économiques. « La clef sera de trouver un accord avec M. Trump », selon les analystes de Energy Aspects.

« La grande inconnue est la réaction du président Trump à toute réduction de production », abondent les analystes d'ING. Les Etats-Unis avaient annoncé en effet pour novembre le rétablissement des sanctions contre les importations de pétrole iranien, ce qui devait réduire l'offre mondiale. Au dernier moment, les Etats-Unis ont accordé des exemptions à huit pays importateurs, à des niveaux plus élevés que ne l'attendait le marché. Cette décision a provoqué le plongeon des prix de ces deux derniers mois, effaçant les gains engrangés depuis début 2017. Possible source de tensions pour la réunion de jeudi, le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, a demandé mercredi soir

à ce que son pays soit exempté de baisser sa production « tant que les sanctions américaines illégales ne sont pas levées» . (5) La décision sera prise à Vienne après accord des Etats-Unis.

La réalité du monde actuel : les vrais décideurs

Souvenons nous après le Sommet réussi des chefs d'Etat à Alger en septembre 1973, le président Boumediene a sur sa lancée après le plaidoyer aux Nations Unies en mars 1974 , insisté sur un Nouvel Ordre pour un monde plus juste. Dans le même ordre d'une répartition plus juste des richesses avec un juste prix pour le pétrole ; le président Boumediene préside le premier sommet des chefs d'Etat de l'Opep à Alger le 4 mars 1975. Il prononça à cette occasion un discours dans lequel il insista sur le principe de la souveraineté des pays producteurs d'hydrocarbures sur l'ensemble de leurs ressources naturelles, et en particulier énergétiques.

Nous en sommes loin et les faibles résultats prévisibles de la réunion de l'Opep sont le signe d'une anomie totale de ces pays chaque pays ou groupe de pays défend ses intérêts sans aucune solidarité. Il est d'ailleurs curieux que l'Opep n'ait pas disparu elle qui est en définitive un rouage qui confie aux potentats du Golfe d'exécuter indirectement la feuille de route décidée par l'Empire. Justement, le monde est devenu fébrile. Chaque pays en fonction de son poids réel cherche des alliances. Désormais, du fait de la mort virtuelle des anciennes instances, de nouvelles organisations régionales se sont multipliées, chacun des grands Etats «émergents» a ses propres stratégies régionales et globales: Le G20 n'est que l'une des conséquences mondiales de la fuite en avant.

A des degrés divers chaque pays compte ses atouts et cherche à se prémunir du futur qu'il pense être dangereux. Chacun cherche la parade en s'associant dans de nouvelles organisations Après la chute de l'empire soviétique. Une décantation s'est faite. Des instances nouvelles apparaissent: *L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) (Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan) créée à Shanghai les 14 et 15 juin 2001. Elle rassemble le pays le plus vaste du monde (la Russie) et le plus peuplé (la Chine) au total. 32,3 millions de km². La population des six pays et quatre États observateurs est de 2 milliards 755 millions d'habitants (40% de la population mondiale). Ils regroupent 20% des ressources mondiales de pétrole, 38% du gaz naturel, 40% du charbon, et 50% de l'uranium. * L'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna,) depuis le 1er janvier 1994, qui a créé une zone de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Qui vient d'être remplacé par un nouvel accord signé lors du G20 *Le Traité de Maastricht signé le 7 février 1992 pour l'Union européenne qui regroupe 27 pays 500 millions d'habitants 3e PIB après la Chine et les Etats-Unis. Qu'avons-nous en face ? Le vide ! L'Union Maghrébine qui avait fait illusion un temps est devenue une vue de l'esprit tant que le problème du Sahara ne trouve pas de solution Plus largement les anciens pays Non Alignés ou ce qu'il en reste après leur effritement, vivent encore dans une bulle du passé , d'assister et restent dans le même état d'esprit qu'au lendemain de leur indépendance en attendant le messie.. Ils préfèrent être adoubés par les pays riches du G7, qui leur créent un espace approprié: le G20. C'est le pot de terre contre le pot de fer. Les 120 pays de l'ancien Mouvement des Non Alignés sont invisibles dans cette configuration, ils serviront de variables d'ajustement au gré des découpages décidés par les vrais décideurs (6)

Les pauvres et le climat, les grands oubliés

Naturellement, les changements climatiques ont fait l'objet de déclarations vagues qui ne font plus recette, malgré les multiples mises en garde, la dernière étant celle du secrétaire général des Nations Unis qui avoue que les changements climatiques vont plus vite que les décisions.

Ce que l'on ne dit pas c'est que les 2°C limite à ne pas dépasser sont déjà dépassés et rien n'est fait pour aider les pays vulnérables à combattre les effets désastreux des changements climatiques causés par les pays industrialisés. Personne ne parle du fonds de soutien prévu à Paris. A côté de l'horloge démoniaque de la dette mondiale, il est une autre horloge celle de l'inéluctabilité des changements climatiques. L'horloge de la fin du monde ou The Domsday Clock (l'horloge de l'Apocalypse) qui utilise l'analogie du décompte vers minuit pour dénoncer le danger qui pèse sur l'Humanité du fait des menaces nucléaire, écologique. Elle indique depuis 2007 minuit moins cinq (23:55).

L'être humain, écrit l'ONG *Global Footprint Network* GFN, est l'espèce qui rencontre le plus de succès sur la planète. Mais il utilise plus de ressources que la Terre ne peut en fournir. Nous sommes dans un état de dépassement écologique globalisé. Partant de ce constat alarmant, l'ONG GFN a décidé d'instaurer une «Overshoot Day», pour marquer le jour de l'année où notre consommation globale de ressources dépasse le «budget» disponible de la nature le calcul de l'empreinte écologique est lié directement aux émissions de CO₂, l'empreinte permet donc de savoir si nous respectons notre «budget écologique» ou si nous consommons les ressources de la nature plus vite que la planète ne peut les renouveler. Et les choses ne vont pas en s'améliorant : alors que nous utilisons plus de la moitié de la capacité biologique de la Terre en 1961, (0,6 planète) nous avons besoin aujourd'hui de l'équivalent de 1,4 planète pour satisfaire nos besoins. Si tous les habitants de la planète avaient le même mode de vie qu'un habitant des États-Unis, il faudrait 5 planètes pour subvenir à nos besoins. Rappelons que pour un Sahélien, il faut à peine 0,1 planète pour subvenir à ses besoins de... survie. (7)

Quid de l'Algérie ?

S'agissant des prix du pétrole, l'Algérie doit se détacher rapidement des pays rentiers qui s'accrochent à une vision passéiste car ils n'ont pas compris que les beaux jours de la rente sont finis. L'Algérie doit passer à autre chose pendant qu'il est encore temps en utilisant l'argent de la rente pour faire démarrer la transition énergétique/ Ceci permettra de ne pas compromettre l'avenir des générations futures en leur laissant un viatique d'autant que les technologies évoluant il est possible que de nouvelles opportunités apparaissent mais pour le moment c'est la transition énergétique et écologique vers le développement durable adossé à un modèle énergétique constamment adaptable qui fait son graal de la Révolution électrique

Conclusion

Les annonces du G20 sont-elles à la hauteur des ambitions affichées par les dirigeants des principales économies de la planète ? Ouvrent-elles la voie à une moralisation de la finance et d'un nouvel ordre économique ? Rien de tout cela ! Au contraire on assiste à une déconstruction des acquis sociaux arrachés après des dizaines d'années de lutte pour la dignité. Ainsi le grignotage lancinant continue. La fonction publique, l'assurance maladie et les retraites continuent d'être privatisés dans les pays du G20. Le G20 ne dit rien sur cette question d'autant plus cruciale que la montée extraordinaire des inégalités est l'une des principales raisons du caractère systémique de la crise. A titre d'exemple les explosions de

colère des Gilets Jaunes en France s'inscrivent dans cette logique car les revendications, justifiées, concernant le SMIC et le minimum vieillesse, posent le problème de la soutenabilité de la politique économique. La France a, depuis le début des années 2000 liée à , un déficit permanent de sa balance des comptes courants.. La remise en cause définitive de l'ancien monde commence Elle ne s'arrêtera pas car c'est un problème existentielle les sans grades, les sans voix mais sans droits les sans dents , n'ont plus rien à perdre puisqu'ils ont tout perdu.

Je laisse le lecteur apprécier cette conclusion qui résume la comédie humaine :

«Le G20 restera vain. On le sait. On y parlera morale... Bref, on opérera un «déplacement» comme on dit en psychologie : le déplacement consiste en un mécanisme dans lequel une émotion, une peur «comme peur que quelque chose arrive et vous précipite dans le déclin», sont déplacées de leur objet initial sur un objet substitutif acceptable. Cet objet substitutif, ce fantasme collectif, peut-être la «moralisation» de la finance, construire un indice du «bonheur»(sic), (...) Cette systémie du «déplacement» est d'autant plus nécessaire en ces temps de «crise permanente» qu'il s'agit de sauver le capitalisme, ce brave soldat. (...) Pourtant, les remèdes sont connus ainsi que la genèse du mal. La crise n'est pas née de la dernière pluie. Elle est l'enfant incestueux de la révolution conservatrice des années 80, au milieu des «trente piteuses» : les années fric, les années de la dérégulation, ou tout ce qui est humain ou bien marchand utile est considéré comme un coût... Ou l'être-ensemble devient une scorie, un résidu négligeable, car non calculable.(8)

Rien de nouveau sous le soleil ! Le monde va devenir de plus en plus dur pour les faibles, Les convulsions erratiques et récurrentes du climat frapperont les pays faibles qui n'ont pas la parade. Les pays rentiers continueront à brûler des cierges pour que les prix du pétrole soient à la hausse ; Ils ne savent pas qu'au-delà des fondamentaux de l'offre et de la demande, Nous avons le Président Trump un concentré de tout ce qui n'est pas prévisible aussi bien au niveau du commerce, où il déconstruit à tour de bras ce que Bretton Woods avait imposé, il ne reconnaît pas les changements climatiques et sa politique pétrolière est plus imprévisible que jamais.

Aux dernières nouvelles il y aura bien une baisse mais l'Opep compte sur la Russie pour un quota important. En bref elle ne veut pas s'attirer les foudres de Washington elle délègue le « sale boulot » à Poutine qui en a vu d'autres. Cela veut dire en clair qu'on en est plus à la défense de parts de marché mantra rationnel de l'Arabie Saoudite mais à celui de sauver les meubles en espérant que les prix remontent . Naïveté ! Nous pouvons être sûrs que cette production en moins va être absorbée par les Etats Unis qui apparemment peuvent produire du pétrole de schiste à n'importe quel prix. Personne cependant n'est allé voir la comptabilité financière de ces entreprises dont on dit qu'elles sont dans le rouge ! Mais ceci est une autre histoire !

Le Monde n'a jamais connu autant de crises existentielles . Aux guerres potentielles de l'eau, de l'énergie, des changements climatiques du modèle de développement, on y ajoute les nouvelles guerres l'avenir devient sombre 2035 n'est pas loin à cette date une étude de la CIA nous apprend que ce sera le chaos : «Réuni sous l'acronyme du NIC (pour *National Intelligence Council*), un groupe de 2500 experts répartis dans plus de 35 pays vient de finir de travailler à l'écriture d'un rapport intitulé «Global Trends 2035», destiné à anticiper les grandes mutations et bouleversements géopolitiques du monde à venir. Et ce qu'ils en ont conclu est loin d'être réjouissant. Remis à Donald Trump, ce rapport nous avertit des

grandes menaces qui pèseront probablement sur le monde d'ici 2035. On y apprend tout d'abord que nous seront plus de 8,8 milliards d'individus à nous partager la planète, Ce rapport de 300 pages prévoit la venue de nombreux conflits internationaux qui iront de pair avec le développement croissant des cyber attaques, des armes téléguidées de précision, des systèmes robotiques ainsi que des armes sans pilote» (9).

Si par le passé, la question de disponibilité de matières premières notamment d'énergie d'eau .. ne se posait pas Le monde actuel est un concentré de tous les conflits potentiels S'y ajoute les idéologies profanes -telles que le souverainisme, le chauvinisme de la prospérité ou ce qui leur en reste- mais aussi des conflits identitaires et religieux. Et pourtant le néo-libéralisme ne s'est jamais aussi bien porté ! A croire que ces crises le boostent . pendant ce temps les épaves humaines commencent à envahir même les pays que l'on disait riches

S'agissant à titre d'exemple de cette lame de fond générée par la protestation des gilets jaunes, ce qui se passe n'est pas uniquement dû au nouveau président Les présidents avant lui avant eu eux aussi des sorties « malheureuses » telles celle de Nicolas Sarkozy qui voulait « karchériser » la banlieue, ou encore François Hollande qui, en privé, nommait les pauvres les « sans dents ». Les propos d'Emmanuel Macron sur les « gens qui ne sont rien », « les gaulois réfractaires » « les fainéants et les cyniques » ont blessé les Français et cristallisé le ressentiment sur sa personne. L'arrogance et le mépris de classe sont très mal supportés Cette nouvelle terminologie -de losers, de ceux qui n'auront jamais une Rolex à leur poignet ! de Ceux d'en bas, des lève tôt des sans grades, des sans voix mais pas sans droit- se met en place. Elle remplace celles qui par le passé se sont révoltés contre l'Ordre injuste qui perpétue sous une autre forme les privilèges de classe , c'était alors ce qu'on désignait d'une façon aussi méprisante par les termes dévalorisant de gueux les manants, de sans culotte qui vont à l'assaut des bastilles un peu partout. Ces hommes et ces femmes dont le quotidien est fait de souffrance sont le vrai corps social et sont pourtant le sel de la Terre Ainsi va le Monde.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger

Notes :

1.

<https://www.la-croix.com/Monde/Trump-Xi-concluent-treuve-commerciale-point-orgue-G20-conflictuel-2018-12-02-1300986720>

2. <https://reseauinternational.net/sur-la-voie-dun-monde-post-g20/>

3. <http://www.rfi.fr/science/20181130-climat-etude-lancet-rechauffement-impact-sanitaire-economique>

4. Martine Orange

<https://www.mediapart.fr/journal/international/301118/partie-de-poker-autour-du-petrole-au-g20?>

5. <https://www.zonebourse.com/WTI-2355639/actualite/L-Opep-en-quete-des-modalites-d-une-baisse-de-production-27712604/>

6. Chems Eddine Chitour

https://www.alterinfo.net/Mouvement-des-Nations-Alignes-G-120-Contre-G20-Deux-visions-du-monde_a125455.html

7. Chems Eddine Chitour

<https://www.legrandsoir.info/le-g-vain-un-nouveau-coup-d-eepe-dans-l-eau.html>

8.G20 : Du «déplacement» comme dispositif. Agoravox samedi 26 septembre 2009

9.

https://www.gentside.com/societe/la-cia-vient-de-publier-ses-previsions-pour-le-monde-d-ici-2035-et-c-e-st-tres-flippant_art78337.html

Article de référence <http://www.lequotidien-oran.com/?news=5270150>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca